

4

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE
L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 28/11/2001
CONCERNANT L'INTRODUCTION DE L'EURO**

Vu les CCT n°69, n°70 et n°78 du Conseil National du Travail ;

Vu la Recommandation n°13 du 30/03/2001 du Conseil National du Travail relative à l'introduction de l'euro, en particulier l'invitation expresse faite aux commissions paritaires de "*mettre dans les meilleurs délais à disposition de leurs membres, des employeurs et des travailleurs qui ressortissent à leur champ respectif de compétence de même que pour les représentants des employeurs et des travailleurs, les différents montants prévus entre autres dans les conventions collectives de travail conclues à leur niveau exprimés en BEF et en EUR après conversion opérée conformément aux dispositions des conventions collectives de travail n°69 et 70 des 17 juillet 1998 et 15 décembre 1998*";

Considérant qu'il y a lieu de prendre au plus tôt les dispositions qui garantissent la sécurité juridique dans les relations de travail une fois que l'euro sera introduit définitivement au titre de monnaie fiduciaire à partir du 01/01/2002 ;

Considérant la nécessité d'informer clairement et de toute urgence les partenaires sociaux concernant les montants sociaux en EUR qui seront applicables aux ouvriers textiles à partir du 01/01/2002 ;

IL EST CONVENU ENTRE

La C.S.C. Textura
La F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant,

d'une part,

ET

la Fédération Textile

d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises textiles qui relèvent de la compétence de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie Textile de l'arrondissement administratif de Verviers et à tous les ouvriers et ouvrières qu'elles occupent, dans la mesure où les montants visés à l'article 5 de la présente convention leur sont applicables.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
12 12 01 1 | 29 10 2002 | N° 64 276 / 60 / 2001

4

II. OBJET

Article 2

Afin d'éviter tout problème d'interprétation, les parties ont procédé à la conversion en EUR des montants en BEF figurant dans toutes les conventions collectives de travail qui sont applicables aux entreprises et travailleurs visés à l'article 1.

La présente convention collective de travail précise les règles de conversion et d'arrondi à appliquer et contient un tableau officiel de tous les montants visés à l'alinéa 1er, à l'exception des salaires barémiques qui font l'objet d'une convention collective de travail distincte.

III. REGLES DE CONVERSION ET D'ARRONDI EN EURO

Article 3

A partir du 1er janvier 2002, les montants en BEF visés à l'article 2 al.1er sont définitivement remplacés par les montants officiels en EUR figurant à l'article 5. Toutes les conventions collectives de travail visées à l'article 2 al.1er sont automatiquement adaptées à ces montants officiels en EUR.

Article 4

Les montants en BEF visés à l'article 2 sont convertis et arrondis en EUR par la présente convention collective de travail en application des règles légales en vigueur.

Ainsi, les parties conviennent de diviser ces montants en BEF par le coefficient légal de conversion de 40,3399 et d'arrondir ce résultat en EUR avec deux décimales supplémentaires par rapport au nombre de décimales en BEF, en négligeant le chiffre suivant la décimale à arrondir s'il est inférieur à cinq et en portant la décimale à arrondir à l'unité supérieure si ce chiffre est égal ou supérieur à cinq.

IV. MISE A DISPOSITION DES MONTANTS OFFICIELS EN EURO

Article 5

Les montants officiels en EUR applicables à partir du 1er janvier 2002 sont ceux repris dans la troisième colonne du tableau officiel ci-après.

9

SOUS-COMMISSION PARITAIRE 120.01		
	BEF	EUR
CCT générale du 18/06/2001		
art. 2b	4	0,0992
art. 2c	3	0,0744
art. 3 §1 b	8.000	198,31
art. 3 §3	4,55	0,1128
art. 14	4.000	99,16
art. 14	39.389	976,43
art. 15 A	200	4,96
art. 15 B	100	2,48
art. 15 C	100	2,48
art. 16	150	3,72
art. 17	4.600	114,03
art. 18	240	5,95
art. 18	130	3,22
art. 24, al.2	100.000	2.478,94
CCT Prépension du 18/06/2001		
art. 9	4.000	99,16
art. 9	39.389	976,43
art. 10 al.1	37.925	940,14
art. 10 al.2	37.925	940,14
art. 10 al.2	112.000	2.776,41
art. 10 al. 3		Arrondi à l'euro supérieur
CCT Prépension Prestations de Nuit du 18/06/2001		
art. 9	4.000	99,16
art. 9	39.389	976,43
art. 10 al. 1	37.925	940,14
art. 10 al. 2	37.925	940,14
art. 10 al. 2	112.000	2.776,41
art. 10 al. 3		Arrondi à l'euro supérieur
Fonds de Sécurité d'Existence		
Statuts "Fonds d'Assurance Complémentaire"		
art. 10	200	4,96
art. 11 al. 1	100	2,48
art. 11 al. 3	100	2,48
art. 11 al. 5	150	3,72
art. 15 al. 1	100	2,48
art. 22 al. 1	3.600	89,24
art. 22 al. 2	4.600	114,03

Statuts "Fonds d'Assurance Complémentaire" (suite)		
art. 26 al. 7	3.000	74,37
	4.500	111,55
	7.000	173,53
art. 28 al. 2	230	5,70
art. 28 al. 2	120	2,97
art. 28 al. 3	240	5,95
art. 28 al. 3	130	3,22
art. 28 al. 4, point 4, § 2	1.000	24,79
art. 57	20.000.000	495.787,05
	13.000.000	322.261,58
	8.000.000	198.314,82
	5.000.000	123.946,76

Une description indicative des montants officiels figurant dans ce tableau est fournie en annexe à la présente convention collective de travail.

Article 6

Tout montant en BEF non expressément visé par le tableau de l'article 5 doit être converti et arrondi en EUR dans le respect des principes légaux visés à l'article 4 alinéa 2 de la présente convention.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 7

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée par chacune des parties signataires, moyennant notification d'un préavis d'au moins six mois au Président de la Sous-Commission Paritaire.

Fait à Verviers, le 28 novembre 2001.

9

**ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DE LA S-C.P. 120.01
DU 28 NOVEMBRE 2001 CONCERNANT LA CONVERSION EN EURO DES MONTANTS
SECTORIELS FIGURANT DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL**

**Description indicative des montants sociaux applicables à partir du 01/01/2002 dans le
secteur textile de l'arrondissement administratif de Verviers (art. 5 de la CCT)**

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
CCT générale du 18/06/2001			
art. 2b	Augmentation des salaires horaires barémiques et effectifs au 1/01/2002	0,0992	4
art. 2c	Augmentation des salaires horaires barémiques et effectifs au 1/04/2002	0,0744	3
art. 3, §1b	prime annuelle octroyée en 2002 aux ouvriers(ières) travaillant en double équipe	198,31	8.000
art. 3, §3	A partir du 01.01.2003 : prime double équipe convertie en augmentation salariale horaire et ajoutée distinctement dans le salaire fonctionnel des ouvriers(ières) prestant en double équipe.	0,1128	4,55
art. 14	Indemnité complémentaire minimum dans le cadre de la prépension conventionnelle	99,16	4.000
art. 14	Seuil de revenus prépension en deçà duquel la retenue personnelle de 6,5% pour l'ONP n'est pas due (travailleur isolé ou cohabitant ; montant au 1/06/2001)	976,43	39.389
art. 15, A	Indemnité journalière en cas de chômage partiel pour raisons économiques	4,96	200
art. 15, B	Allocation journalière de chômage complémentaire par suite de fermeture ou de réorganisation	2,48	100
art. 15, C	Allocation journalière de chômage complémentaire pour les ouvriers(ières), malades de longue durée, licenciés pour tout autre motif que le motif grave	2,48	100
art. 16	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement	3,72	150
art. 17	octroi d'une prime d'allocation d'activité aux ouvriers(ières) , aux prépensionnés (jusqu'à l'âge de la pension) et aux travailleurs licenciés (pendant 5 ans)	114,03	4.600
art. 18	Montant de base par jour preste pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances	5,95	240
art. 18	Montant de base par jour assimilé pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances	3,22	130
art. 24, al. 2	Indemnité forfaitaire en cas de licenciement contraire aux engagements sectoriels en matière d'emploi (commentaire paritaire C.C.T. 04.05.1993 - IV, § 1, point 3)	2.478,94	100.000

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
CCT Prépension du 18/06/2001			
art. 9	Indemnité complémentaire minimum dans le cadre de la prépension conventionnelle	99,16	4.000
art. 9	Seuil de revenus prépension en deçà duquel la retenue personnelle de 6,5% pour l'ONP n'est pas due (travailleur isolé ou cohabitant ; montant au 1/06/2001)	976,43	39.389
art.10 al. 1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
art.10 al. 2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	940,14	37.925
art.10 al. 2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	2.776,41	112.000
art.10 al. 3	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	
CCT Prépension Prestations de Nuit du 18/06/2001			
art. 9	Indemnité complémentaire minimum dans le cadre de la prépension conventionnelle	99,16	4.000
art. 9	Seuil de revenus prépension en deçà duquel la retenue personnelle de 6,5% pour l'ONP n'est pas due (travailleur isolé ou cohabitant ; montant au 1/06/2001)	976,43	39.389
art.10 al. 1	Plafond théorique (année 1974) de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension (correspond à 2776,41 EUR au 1/06/01)	940,14	37.925
art.10 al. 2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	940,14	37.925
art.10 al. 2	Plafond actualisé au 1/06/2001 de la rémunération mensuelle brute pour calculer l'indemnité de prépension	2.776,41	112.000
art.10 al.3	Règle d'arrondi de la rémunération nette de référence pour calculer l'indemnité de prépension	Arrondi à l'euro supérieur	
FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE			
STATUTS "FONDS D'ASSURANCE COMPLEMENTAIRE"			
art. 10	Allocation journalière complémentaire en cas de chômage partiel pour raisons économiques : montant à partir de 1999 - idem en 2001	4,96	200
art. 11 al. 1	Allocation journalière complémentaire pour les ouvriers(ières) licencié(e)s	2,48	100
art. 11 al. 3	Allocation complémentaire de chômage pour les ouvriers âgés de 50 ans et plus (depuis 1993) pendant max. 100 mois à partir du 01.01.1999	2,48	100
art.11 al. 5	Allocation journalière de chômage supplémentaire en cas de licenciement des ouvriers(ières) de 54 ans au moins à partir de 2001	3,72	150
art. 15 al. 1	Allocation journalière de chômage complémentaire pendant max. 36 mois en cas de licenciement des ouvriers malades de longue durée (min. 6 mois d'incapacité) à partir de 1999 - prolongation tacite pour 2001	2,48	100

REFERENCE A LA CCT	DESCRIPTION INDICATIVE	MONTANT OFFICIEL EN EUR	MONTANT INDICATIF EN BEF
art. 22 al. 1	Avance irrécupérable (prime syndicale) : montant en 1999	89,24	3.600
art. 22 al. 2	Avance irrécupérable (prime syndicale) : montant en 2001	114,03	4.600
art. 26 al. 7	Montant de l'indemnité spéciale en cas de licenciement collectif	74,37	3.000
		111,55	4.500
		173,53	7.000
art. 28 al. 2	Montant de base par jour preste pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances à partir de 1999	5,70	230
	Montant de base par jour assimilé pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances à partir de 1999	2,97	120
art. 28 al. 3	Montant de base par jour preste pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances à partir de 2001	5,95	240
	Montant de base par jour assimilé pour le calcul de l'allocation complémentaire de vacances à partir de 2001	3,22	130
art. 28, al. 4 point 4, § 2	Salaires de référence fictif par journée assimilée, en vue du calcul de l'allocation complémentaire de vacances par le Fonds	24,79	1.000
art. 57	Taux de la cotisation déterminé en fonction de l'importance des réserves :		
	- à partir de 20 millions : 2,75 %	495.787,05	20.000.000
	- de 13 à moins de 20 millions : 3,00 %	322.261,82	13.000.000
		495.787,05	20.000.000
	- de 8 à moins de 13 millions : 3,25 %	198.314,82	8.000.000
		322.261,58	13.000.000
	- de 5 à moins de 8 millions : 3,75 %	123.946,76	5.000.000
	198.314,82	8.000.000	
	- moins de 5 millions : 4,00 %	123.946,76	5.000.000

M

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET
ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT VERVIERS**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 28/11/2001 BETREFFENDE DE
INVOERING VANDE EURO**

Gelet op de CAO's nr. 69, nr. 70 en nr. 78 van de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op de aanbeveling nr. 13 van 30/03/2001 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de invoering van de euro, meer bepaald het uitdrukkelijke verzoek aan de paritaire comités om "de verschillende bedragen bepaald onder andere in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten op hun niveau uitgedrukt in BEF en in EUR na omzetting uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 69 en 70 van 1 juli 1998 en 15 december 1998 zo vlug mogelijk ter beschikking te stellen van hun leden, van de werkgevers en van de werknemers die vallen onder hun respectief bevoegdheidsgebied, evenals voor de werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers";

Overwegende dat de bepalingen die de rechtszekerheid waarborgen in de arbeidsbetrekkingen zo vlug mogelijk moeten getroffen worden, eens de euro definitief zal worden ingevoerd als chartaal betaalmiddel vanaf 01/01/2002;

Overwegende de noodzaak om de werkgevers en de werknemers van de sector duidelijk en dringend te informeren over de sociale bedragen in EUR die van toepassing zullen zijn op de textielarbeiders vanaf 1/01/2002;

WORDT OVEREENGEKOMEN TUSSEN:

A.C.V. Textura
A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant enerzijds,

EN

De Textielfederatie anderzijds,

WAT VOLGT:

/. **TOEPASSINGSGEBIED**

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textielondernemingen die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en op alle werklieden en werksters die zij tewerkstellen, voor zover de bedragen bedoeld in artikel 5 van deze overeenkomst op hen van toepassing zijn.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
121201	22-00-2002	64976/6/12001

II. DOEL

Artikel 2

Om alle interpretatieproblemen te vermijden, zijn de partijen overgegaan tot de omzetting in EUR van de bedragen in BEF die voorkomen in alle collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op de ondernemingen en werknemers bedoeld in artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst verduidelijkt de omzettings- en afrondingsregels die moeten worden toegepast en bevat een officiële tabel van alle bedragen bedoeld in het eerste lid, met uitzondering van de baremieke lonen die een aparté collectieve arbeidsovereenkomst hebben.

III. OMZETTINGS- EN AFRONDINGSREGELS IN EURO

Artikel 3

Vanaf 1 januari 2002 worden de bedragen in BEF bedoeld in artikel 2, 1^{ste} lid, definitief vervangen door de officiële bedragen in EUR in artikel 5. Alle collectieve arbeidsovereenkomsten bedoeld in artikel 2, 1^{ste} lid worden automatisch aangepast aan deze officiële bedragen in EUR.

Artikel 4

De bedragen in BEF bedoeld in artikel 2 worden omgezet en afgerond in EUR door deze collectieve arbeidsovereenkomst in toepassing van de wettelijke regels die van kracht zijn.

De partijen komen dus overeen deze bedragen in BEF te delen door de wettelijke omzettingscoëfficiënt van 40,3399 en dit resultaat in EUR af te ronden tot twee bijkomende decimalen tegenover het aantal decimalen in BEF, door het cijfer dat de af te ronden decimaal volgt te negeren als het lager is dan vijf en door de af te ronden decimaal naar de hogere eenheid te brengen als het cijfer gelijk is aan of hoger dan vijf.

IV. TERBESCHIKKINGSTELLING VAN DE OFFICIËLE BEDRAGEN IN EURO

Artikel 5

De officiële bedragen in EUR van toepassing vanaf 1 januari 2002 zijn deze die opgenomen zijn in de derde kolom van de hierna volgende officiële tabel.

PARITAIR SUBCOMITE 120.01		
	BEF	EUR
Algemene CAO van 18/06/2001		
Art. 2b	4	0,0992
Art. 2c	3	0,0744
Art. 3 §1 b	8.000	198,31
Art. 3 §3	4,55	0,1128
Art. 14	4.000	99,16
Art. 14	39.389	976,43
Art. 15 A	200	4,96
Art. 15 B	100	2,48
Art. 15 C	100	2,48
Art. 16	150	3,72
Art. 17	4.600	114,03
Art. 18	240	5,95
Art. 18	130	3,22
Art. 24, al. 2	100.000	2.478,94
CAO brugpensioen van 18/06/2001		
Art. 9	4.000	99,16
Art. 9	39.389	976,43
Art. 10 al. 1	37.925	940,14
Art. 10 al. 2	37.925	940,14
Art. 10 al. 2	112.000	2.776,41
Art. 10 al. 3		Afgerond naar de hogere euro
CAO Brugpensioen Nachtprestaties van 18/06/2001		
Art. 9	4.000	99,16
Art. 9	39.389	976,43
Art. 10 al. 1	37.925	940,14
Art. 10 al. 2	37.925	940,14
Art. 10 al. 2	112.000	2.776,41
Art. 10 al. 3		Afgerond naar de hogere euro
Fonds voor Bestaanszekerheid		
Statuten "Fonds d'Assurance complémentaire"		
Art. 10	200	4,96
Art. 11 al. 1	100	2,48
Art. 11 al. 3	100	2,48
Art. 11 al. 5	150	3,72
Art. 15 al. 1	100	2,48
Art. 22 al. 1	3.600	89,24
Art. 22 al. 2	4.600	114,03

Statuten "Fonds d'Assurance complémentaire" (vervolg)		
Art. 26 al. 7	3.000	74,37
	4.500	111,55
	7.000	173,53
Art. 28 al. 2	230	5,70
Art. 28 al. 2	120	2,97
Art. 28 al. 3	240	5,95
Art. 28 al. 3	130	3,22
Art. 28 al. 4 punt 4, §2	1.000	24,79
Art. 57	20.000.000	495.787,05
	13.000.000	322.261,58
	8.000.000	198.314,82
	5.000.000	123.946,76

Een indicatieve beschrijving van de officiële bedragen in deze tabel gebeurt als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 6

Elk bedrag in BEF dat niet uitdrukkelijk bedoeld wordt door de tabel van artikel 5 moet worden omgezet en afgerond in EUR met naleving van de wettelijke principes bedoeld in artikel 4, lid 2 van deze overeenkomst

V. SLOTBEPALINGEN

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt van kracht op 1 januari 2002. Zij wordt voor onbepaalde tijd gesloten en kan worden opgezegd door elke van de ondertekenende partijen, met een opzeggingstermijn van minstens zes maanden, aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité.



**BIJLAGE BU DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN HET P.S.C.
120.01 VAN 28 NOVEMBER 2001 BETREFFENDE DE OMZETTING IN EURO VAN
DE SECTORALE BEDRAGEN IN DE COLLECTIEVE
ARBEIDSOVEREENKOMSTEN**

**Indicatieve beschrijving van de sociale bedragen van toepassing vanaf 01/01/2002 in de
textielsector van het administratief arrondissement Verviers (art. 5 van de CAO)**

Verwijzing naar de CAO	Indicatieve beschrijving	Officieel bedrag in EUR	Indicatief bedrag in BEF
Algemene CAO van 18/06/2001			
Art. 2b	Verhoging van de baremieke en effectieve uurlonen op 1/01/2002	0,0992	4
Art. 2c	Verhoging van de baremieke en effectieve uurlonen op 1/04/2002	0,0744	3
Art. 3, §1b	Jaarlijkse premie toegekend in 2002 aan de werklieden (werksters) in een tweeploegenstelsel	198,31	8.000
Art. 3, §3	Vanaf 01.01.2003: premie tweeploegen-stelsel omgezet in verhoging uurloon en apart toegevoegd aan het functioneel loon van de werklieden (werksters) in tweeploegenstelsel	0,1128	4,55
Art. 14	Minimale aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen	99,16	4.000
Art. 14	Drempel inkomens brugpensioen waarvoor de persoonlijke afhouding van 6,5 % voor de RWP niet verschuldigd is (alleenstaande of samenwonende werknemer; bedrag op 1/06/2001)	976,43	39.389
Art. 15, A	Dagvergoeding bij deeltijdse werkloosheid om economische redenen	4,96	200
Art. 15, B	Daguitkering voor aanvullende werkloosheid ingevolge sluiting of herstructurering	2,48	100
Art. 15, C	Daguitkering voor aanvullende werkloosheid voor de werklieden (werksters), bij langdurige ziekte, ontslagen voor elke andere dan dwingende reden	2,48	100
Art. 16	Daguitkering voor aanvullende werkloosheid bij ontslag	3,72	150
Art. 17	Toekenning van een activiteitsvergoeding aan de werklieden (werksters), bruggepensioneerden (totaan de leeftijd van hun pensioen) en aan de ontslagen werknemers (gedurende 5 jaar)	114,03	4.600
Art. 18	Basisbedrag per gepresteerde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding	5,95	240
Art. 18	Basisbedrag per gelijkgestelde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding	3,22	130

Verwijzing naar de CAO	Indicatieve beschrijving	Officieel bedrag in EUR	Indicatief bedrag in BEF
Art. 24, al.2	Forfaitaire vergoeding bij ontslag tegenstrijdig aan sectorale verbintenissen inzake tewerkstelling (paritair commentaar C.A.O. 04.05.1993 - IV, §1, punt 3)	2.478,94	100.000
CAO brugpensioen van 18/06/2001			
Art. 9	Minimale aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen	99,16	4.000
Art. 9	Drempel inkomens brugpensioen waarvoor de persoonlijke afhouding van 6,5 % voor de RWP niet verschuldigd is (alleenstaande of samenwonende werknemer; bedrag op 1/06/2001)	976,43	39.389
Art. 10 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het bruto maandloon om brugpensioenvergoeding te berekenen (komt overeen met 2776,41 EUR op 1/06/01)	940,14	37.925
		940,14	37.925
Art. 10 al.2	Plafond geactualiseerd op 1/06/2001 van het bruto maandloon om de brugpensioenvergoeding te berekenen	2.776,41	112.000
Art. 10 al.3	Afrondingsregel van de netto refertevergoeding om de brugpensioen-vergoeding te berekenen	Afgerond naar de hogere euro	
CAO brugpensioen nachtprestaties van 18/06/2001			
Art. 9	Minimale aanvullende vergoeding in het kader van het conventioneel brugpensioen	99,16	4.000
Art. 9	Drempel inkomens brugpensioen waarvoor de persoonlijke afhouding van 6,5 % voor de RWP niet verschuldigd is (alleenstaande of samenwonende werknemer; bedrag op 1/06/2001)	976,43	39.389
Art. 10 al.1	Theoretisch plafond (jaar 1974) van het bruto maandloon om brugpensioenvergoeding te berekenen (komt overeen met 2776,41 EUR op 1/06/01)	940,14	37.925
		940,14	37.925
Art. 10 al.2	Plafond geactualiseerd op 1/06/2001 van het bruto maandloon om de brugpensioenvergoeding te berekenen	2.776,41	112.000

Verwijzing naar de CAO	Indicatieve beschrijving	Officieel bedrag in EUR	Indicatief bedrag in BEF
Art. 10 al. 3	Afrondingsregel van de netto refertervergoeding om de brugpensioenvergoeding te berekenen	Afgerond naar de hogere euro	
FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID			
Statuten "Fonds d'Assurance complémentaire"			
Art. 10	Aanvullende dagvergoeding ingeval van deeltijdse werkloosheid om economische redenen: bedrag vanaf 1999 – idem in 2001	4,96	200
Art. 11 al. 1	Aanvullende dagvergoeding voor de ontslagen werklieden (werksters)	2,48	100
Art. 11 al. 3	Aanvullende werkloosheidsuitkering voor de werklieden van 50 jaar en meer (sinds 1993) gedurende max. 100 maanden vanaf 01.01.1999	2,48	100
Art. 11 al. 5	Dagelijkse werkloosheidsuitkering ingeval van ontslag van de werklieden (werksters) van minstens 54 jaar vanaf 2001	3,72	150
Art. 15 al. 1	Dagelijkse aanvullende werkloosheidsuitkering gedurende max. 36 maanden ingeval van ontslag van de langdurig zieke werklieden (min. 6 maand ongeschiktheid) vanaf 1999 - stilzwijgende verlenging voor 2001	2,48	100
Art. 22 al. 1	Niet recupereerbaar voorschot (vakbondspremie): bedrag in 1999	89,24	3.600
Art. 22 al. 2	Niet recupereerbaar voorschot (vakbondspremie): bedrag in 2001	114,03	4.600
Art. 26 al. 7	Bedrag van de spéciale vergoeding in geval van collectief ontslag	74,37 111,55 173,53	3.000 4.500 7.000
Art. 28 al. 2	Basisbedrag per gepresteerde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding vanaf 1999	5,70	230
	Basisbedrag per gelijkgestelde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding vanaf 1999	2,97	120
Art. 28 al. 3	Basisbedrag per gepresteerde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding vanaf 1999	5,95	240
	Basisbedrag per gelijkgestelde dag voor de berekening van de aanvullende vakantievergoeding vanaf 1999	3,22	130

Verwijzing naar de CAO	Indicatieve beschrijving	Officieel bedrag in EUR	Indicatief bedrag in BEF
Art. 28 al. 4 punt 4, §2	Fictief referteloon per gelijkgestelde dag, met het oog op de berekening van de aanvullende vakantievergoeding door het Fonds	24,79	1.000
Art. 57	Percentage van de vastgestelde vergoeding in functie van de belangrijkheid van de reserves:		
	- vanaf 20 miljoen: 2,75 %	495.787,05	20.000.000
	- van 13 tot 20 miljoen: 3,00 %	322.261,58	13.000.000
	- van 8 tot 13 miljoen: 3,25 %	495.787,05	20.000.000
	- van 5 tot 8 miljoen: 3,75 %	198.314,82	8.000.000
	- minder dan 5 miljoen: 4,00 %	322.261,58	13.000.000
		123.946,76	5.000.000
		198.314,82	8.000.000
		123.946,76	5.000.000